

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 2 – du 5 juin au 11 juin 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH  
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION  
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

## ZOOM : LES HYDROCARBURES EN SYRIE

### LA CLÉ DU REDRESSEMENT ?

**Après plus d'une décennie de conflits, la Syrie a perdu son rang de puissance énergétique régionale.** Alors qu'elle comptait parmi les pays producteurs et exportateurs d'hydrocarbures au Moyen-Orient et qu'elle était relativement autosuffisante en énergie, elle est aujourd'hui dans une situation difficile, avec des capacités d'extraction et de production largement dégradées et des coupures d'électricité fréquentes, pénalisant la reprise économique et les perspectives de redressement. D'après les estimations, la production journalière serait aujourd'hui à un niveau d'environ 100 000 barils pour le pétrole et 6 millions de m<sup>3</sup> pour le gaz. Pour le pétrole, alors que la production était d'environ 380 000 barils par jour (b/j) en 2011, elle n'était plus que d'environ 60 000 b/j à la fin de l'année 2025. Le mix électrique syrien était quant à lui constitué, avant le conflit, de gaz (environ la moitié, pour 5 GW), de pétrole (3,5 GW) et d'hydroélectricité (1,5 GW) à partir des barrages de Tichrine, de Tabqa et de Baath. D'une capacité de 9 à 10 GW et d'une production effective à 7 GW en 2010, la production n'était plus que d'environ 2 GW à la fin de l'année 2024, ne permettant en théorie que trois ou quatre heures d'électricité à Damas.

**Pour remédier à ces difficultés, les autorités de transition ont très tôt sollicité des investissements étrangers pour remettre sur pied le système électrique.** Un protocole d'accord a été signé en juillet 2025 entre le gouvernement syrien et un consortium conduit par le qatarien UCC pour quatre centrales de production d'électricité, soit d'amélioration de centrales existantes, soit de mise sur pied de nouvelles infrastructures, générant une capacité additionnelle de 4 GW, disponible d'ici 2028/2029. En parallèle, le groupe Banque mondiale, via IDA 21, a réinvesti très tôt le secteur de l'électricité avec 146 M USD, pour la fourniture d'énergie dans le pays depuis la Turquie et la Jordanie. **Mais à court terme, la Syrie doit importer des hydrocarbures pour couvrir les besoins de sa population.** D'après une Reuters (mai 2026), le pays dépend des importations de pétrole russe (sous sanctions européennes), en augmentation de 75 % sur un an, atteignant le niveau de 60 000 b/j. Pour le gaz, une partie des approvisionnements provient d'Azerbaïdjan, ainsi que de Jordanie et d'Égypte, c'est-à-dire, en réalité, partiellement des champs offshore d'Israël.

**Pour faciliter le redressement du secteur de l'énergie, les autorités syriennes de transition ont créé un seul acteur pour les hydrocarbures, y compris le gaz : la Syrian Petroleum Company (SPC).** La SPC affiche des ambitions importantes pour le secteur, avec une augmentation significative de la production journalière de pétrole, qui devrait atteindre 150 000 b/j à la fin de l'année, entre 300 et 350 000 b/j à la fin de 2027, et 800 000 b/j au début de 2030. Pour le gaz, la production devrait atteindre 12 M de m<sup>3</sup> d'ici la fin de l'année 2026, couvrant à peu près les besoins de la population. Pour atteindre ces objectifs, la SPC mise sur la réhabilitation des sites d'exploitation, mais surtout sur le retour ou l'arrivée d'acteurs étrangers. 17 blocs onshore d'exploration représentant « deux

LE CHIFFRE À RETENIR

**100 000 b/j**

PRODUCTION JOURNALIÈRE  
DE PÉTROLE EN 2026

fois le Liban » ont été définis, ainsi que 5 blocs offshore, dont le 3e a été attribué en mai 2026 à un consortium rassemblant Total, QatarEnergy et ConocoPhillips. **Toutefois, les acteurs internationaux ne sont pas convaincus par les perspectives syriennes.** Ainsi, l'entreprise britannique Shell a décidé de quitter le pays en clôturant ses contrats sur cinq champs pétroliers, qui passent sous le contrôle direct de la SPC.

**La guerre dans la région et le blocage du détroit d'Ormuz remettent à l'ordre du jour l'idée d'utiliser ce secteur et sa position géographique pour faire de la Syrie le « hub énergétique » du Levant.** Historiquement, l'idée de relier les champs gaziers iraniens ou qatariens à la Syrie était évoquée. Elle a depuis été supplantée par d'autres perspectives plus réalistes : la remise en service du tronçon Kilis (Turquie)-Alep, pour acheminer le gaz de Turquie ; le projet d'oléoduc de la région de Kirkouk (Irak) jusqu'en Syrie, soit en utilisant l'oléoduc vers Ceyhan (Turquie) permettant une intégration syrienne au corridor Irak-Turquie, soit en passant directement par Homs, en utilisant un nouvel oléoduc reliant Bassorah à Haditha en Irak, sur financement qatariens et américains. Dans le contexte de la guerre au Moyen-Orient, ces projets sont de plus en plus évoqués ; un accord a ainsi été conclu entre Jordanie, Syrie et Liban pour réactiver le « gazoduc arabe », avec une continuité vers le Liban (Tripoli).

**Toutefois, pour l'heure, les obstacles sont nombreux à la réalisation de ce « hub énergétique ».** Les financements manquent, et la SPC mise sur le Qatar (UCC) pour la remise en état des oléoducs internes, comme celui du champ de Rumeilan (gouvernorat d'al-Haseke). Seuls des expédients, pour l'heure, donnent corps aux corridors : pour contourner le blocage du détroit d'Ormuz, l'Irak envoie ainsi des camions-citernes qui passent par le poste-frontière d'al-Tanf, alors même que le coût par route est plus élevé, et moins sûr, que le transport par oléoduc.

**Service Économique Régional de Beyrouth**

## ÉGYPTE

### 1. CREUSEMENT DU DÉFICIT COMMERCIAL EN MARS

Selon les dernières données disponibles, le **déficit commercial** s'est creusé à -4,6 Mds USD en mars 2026, en hausse de 48,8 % en glissement annuel, contre -3,1 Mds USD un an plus tôt. Cette détérioration résulte d'un recul des exportations de -2,5 % (4,6 Mds USD) combiné à une forte progression des importations +17,8 % (9,3 Mds USD). D'une part, la baisse des exportations est principalement imputable au recul des ventes d'engrais (-23,3 %), de pétrole brut (-23,1 %), de pommes de terre (-31,9 %) et de préparations alimentaires (-10,1 %), malgré la bonne performance des produits pétroliers (+68 %), des fruits frais (+30,3 %) et du prêt-à-porter (+4,7 %). D'autre part, la hausse des importations est portée par l'augmentation des achats de pétrole brut (+90,4 %), de blé (+41,9%), de produits pétroliers (+16,7 %) et de gaz naturel (+16,6 %), illustrant la dépendance persistante du pays aux importations énergétiques et alimentaires. À l'inverse, les achats d'intrants industriels se sont contractés, à l'image du fer et de l'acier brut (-31,5 %) et des produits chimiques organiques et inorganiques (-21,1 %). Les importations pharmaceutiques ont également diminué (-24,5 %), dans un contexte de rationalisation des dépenses des entreprises locales face à la volatilité du taux de change.

### 2. PROGRESSION DES RÉSERVES NETTES (53,1 MDS USD) EN MAI

Les réserves internationales nettes se sont établies à 53,1 Mds USD à fin mai 2026, un niveau historiquement élevé, en hausse de 125 M USD par rapport à avril (+0,24 %), selon la **Banque centrale d'Égypte**. Cette croissance est principalement attribuable à l'augmentation des avoirs en devises étrangères (+656 M USD à 33,9 Mds USD), qui a plus que compensé le recul de la valeur des réserves d'or (-424 M USD à 18,8 Mds USD), dans un contexte de fluctuations des cours internationaux du métal précieux. L'or demeure néanmoins le deuxième poste des réserves internationales de l'Égypte, derrière les avoirs en devises étrangères. Les avoirs en droits de tirage spéciaux (DTS) détenus auprès du FMI ont également diminué de 106 M USD pour s'établir à 448

M USD. La progression des réserves reste soutenue par le dynamisme des principales sources de devises du pays, notamment les transferts des travailleurs égyptiens expatriés (34,9 Mds USD sur les neuf premiers mois de 2025/26) et les recettes touristiques (10,2 Mds USD au premier semestre de l'exercice).

### 3. GABAL EL ZEIR, NOUVELLE OPÉRATION DU PROGRAMME DE DÉSENGAGEMENT DE L'ÉTAT

Le 9 juin, l'Autorité des énergies nouvelles et renouvelables (NREA) a signé un **accord** avec le fonds émirien *Alcazar Energy* d'un montant de 420 M USD, portant sur le transfert de l'exploitation, de la gestion et de la maintenance du parc éolien Gabal El-Zeit situé sur la mer Rouge, ainsi que sa réhabilitation afin de porter sa capacité à 580 MW. Un contrat d'achat d'électricité de long terme (PPA) a également été conclu avec l'*Egyptian Electricity Transmission Company* (EETC) à cette occasion. La cession de l'un des plus importants actifs éoliens du pays, exploité par une entreprise publique, constitue une opération de privatisation importante. Cette opération s'inscrit également dans le processus de libéralisation progressive du secteur de la production d'électricité renouvelable, conformément à la loi de 2015, qui a favorisé le développement de projets d'énergies renouvelables sous forme de partenariats public-privé (*Independent Power Producer – IPP*). Elle contribue enfin aux objectifs de transition énergétique de l'Égypte, qui vise une part de 45 % d'énergies renouvelables dans le mix électrique national d'ici 2028.

### 4. MISE EN VENTE DE PLUSIEURS TERRAINS À DES INVESTISSEURS PRIVÉS DANS TROIS VILLES NOUVELLES

Le ministère du logement, des services publics et des communautés urbaines a annoncé le 6 juin la **mise en vente de** nouvelles parcelles foncières dans les villes d'El Alamein, du 10 Ramadan et d'Hadayek. Les candidatures sont ouvertes jusqu'au 15 juin 2026 via le portail dédié aux investisseurs de la Nouvelle Autorité des collectivités urbaines (NUCA). Les parcelles se prêtent à des usages variés, aussi bien hôteliers, résidentiels, commerciaux ou éducatifs, afin d'accompagner le développement fonctionnel de ces nouvelles villes et de répondre aux besoins liés à leur croissance démographique et économique. Cette opération s'inscrit dans la stratégie des

autorités égyptiennes visant à renforcer l'attractivité du pays pour les capitaux étrangers, tout en diversifiant les sources de devises.

## **IRAK**

### **1. PROGRAMME D'AUGMENTATION DES EXPORTATIONS DE PÉTROLE PAR VOIE TERRESTRE**

Le conseil des ministres a adopté un programme d'augmentation des exportations de pétrole par oléoducs de 200 000 barils par jour (b/j) actuellement à plus de 700 000 b/j. À l'heure actuelle, sur un total d'exportations estimé à 300 000 b/j, environ 200 000 b/j sont exportés *via* l'oléoduc qui relie la région autonome du Kurdistan au port de Ceyhan en Turquie. Suite à un accord mi-mars entre les autorités fédérales et kurdes, une partie de la production des champs de Kirkouk (proches du Kurdistan) est exportée par cet oléoduc. Sur les 200 000 b/j exportés, 180 000 b/j proviennent des champs de Kirkouk et 20 000 b/j de la région du Kurdistan. À court terme, l'augmentation de la capacité d'exportations par oléoducs implique la remise en service de la portion d'oléoduc de Baiji à Fishkhabour (350 km), point de connexion avec l'oléoduc du Kurdistan vers le port turc de Ceyhan. Construit en 1976, cet oléoduc avait été endommagé à plusieurs reprises, en 2003 et en 2014. Il fait l'objet de réparations. D'autres projets sont envisagés pour diversifier les voies terrestres d'exportations. Le projet prioritaire est la construction d'un oléoduc de 800 km de Kirkouk au port de Baniyas (Syrie) avec une possible extension vers Tripoli (Liban). L'oléoduc historique entré en exploitation en 1952 avait été endommagé en 2003 et n'a plus été utilisé depuis. Un autre projet moins prioritaire, la construction d'un oléoduc de Haditha au port d'Aqaba (Jordanie) de 900km présente l'inconvénient de ne pas donner un accès direct à la Méditerranée. Conséquence du conflit, les exportations de pétrole par voie maritime se sont effondrées, estimées à quelque 100 000 b/j. Ponctuellement, des navires chargés de pétrole irakien, principalement battant pavillon chinois, sont autorisés à franchir le détroit d'Ormuz, à un rythme jusqu'à présent de deux à trois passages par mois. Avant le conflit, 95 % des exportations du pétrole irakien transitait par le détroit d'Ormuz, soit environ 3,2 M b/j.

### **2. PRÊT DE 900 M USD DE LA BANQUE MONDIALE POUR LA MODERNISATION DU SECTEUR FERROVIAIRE**

Le Conseil exécutif de la Banque mondiale a approuvé le 4 juin un prêt de 900 M USD pour un projet intitulé « *Iraq Transport Economic Corridors (ITREC)* ». Le projet vise à développer et moderniser les infrastructures routières sur ses principaux axes nord-sud et est-ouest. La composante principale du projet (726 M USD) porte sur la construction de 100 km d'autoroute entre Bagdad et la ville de Samarra, ville de 300 000 habitants au nord de Bagdad. Les autres composantes portent sur la réhabilitation de 156 km de routes existantes, dont 72 km dans la région autonome du Kurdistan. Des programmes spécifiques sont dédiés à l'adoption des bonnes pratiques sécuritaires, environnementales et à la réforme du cadre institutionnel de la gestion des routes. Le projet ITREC s'inscrit dans le cadre de la Route du Développement qui vise à créer un corridor logistique reliant le port d'Al Fao au sud du pays à la frontière irako-turque au nord, dans le but de placer l'Irak au cœur des routes commerciales régionales et mondiales.

Ce nouvel engagement majeur de la Banque mondiale fait suite à l'adoption en juin 2025 d'un prêt de 930 M USD pour un projet intitulé « *Iraq Railways Extension and Modernization Project* ». Le projet [IREM](#) est axé pour l'essentiel (composante de 890 M USD) sur la modernisation des infrastructures ferroviaires (voie, signalisation, fibre optique, maintenance du matériel roulant, aménagement de gares) accompagnée d'un programme de renforcement des capacités techniques et opérationnelles de la compagnie publique *Iraqi Republic Railways*.

### **3. ABSENCE DE LOI DE FINANCES POUR 2026**

Le conseiller du Premier ministre en charge des questions financières a déclaré qu'aucune loi de finances ne serait approuvée pour l'année en cours. En l'absence de l'adoption d'un budget 2026, les opérations financières de l'État seront exécutées mensuellement selon la règle des douzièmes provisoires (reconduction de 1/12<sup>ème</sup> des dépenses de fonctionnement de l'année précédente). Ce mécanisme garantit le paiement des salaires et pensions des agents publics, prestations sociales et le fonctionnement des services publics. Les paiements

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

liés aux projets d'investissements publics en cours d'exécution seront poursuivis en fonction des capacités de trésorerie. Cette annonce officielle confirme les informations circulant depuis plusieurs semaines. L'effondrement des exportations de pétrole (- 90 % depuis le mois d'avril) a provoqué une chute des recettes budgétaires mensuelles. Le gouvernement se concentre sur la préparation d'un budget 2027.

### 4. FORTE BAISSÉ DES VENTES DE VÉHICULES NEUFS AU 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2026

Indicateur d'une situation économique dégradée dans le contexte du conflit régional, avec une perspective de croissance négative de -6,8 % en 2026, les ventes de véhicules automobiles neufs ont chuté de 34 % en glissement annuel au 1<sup>er</sup> trimestre 2026. Les deux marques principales sur le marché, KIA et Toyota avec chacune 23 % de part de marché, ont enregistré une baisse des ventes de 41 % et 33 %, respectivement. Seule la marque chinoise Jetour enregistre une augmentation de ses ventes (+24 %) et se hisse à la 5<sup>ème</sup> place des constructeurs avec une part de marché de près de 8 %.

## IRAN

### 1. PERTURBATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE ET DES STARTUPS

Le secteur des technologies de l'information iranien a subi depuis le début de l'année des pertes massives. Plus de 40 % des startups informatiques ont enregistré une chute brutale de leur chiffre d'affaires en raison des récentes coupures d'Internet. Le réseau de paiement électronique Shaparak a rapporté une augmentation alarmante de 97 % des transactions incomplètes en un mois, principalement due à des erreurs de réseau résultant de l'instabilité des infrastructures télécom. Le volume total des transactions a néanmoins atteint 4,79 Mds, avec une croissance de la valeur réelle des transactions de 34 % (hors inflation). Le ralentissement de la numérisation touche également l'industrie lourde : les projets de « mines intelligentes » sont au point mort en raison du manque d'infrastructures internet stables et de la réticence des directions à investir dans ces technologies coûteuses. Pour soutenir l'écosystème,

la Chambre de commerce d'Iran prépare un plan de sauvetage incluant le rééchelonnement des dettes et l'injection de capitaux au profit des startups les plus sévèrement touchées.

### 2. PÉNURIES D'ÉLECTRICITÉ ET D'EAU

La demande en électricité en Iran devrait franchir le seuil critique des 65 GW, soit un déficit de 5 GW par rapport aux capacités actuellement exploitables. Afin de limiter la durée des coupures de courant, l'Iran importe 600 MW du Turkménistan, d'Arménie et d'Azerbaïdjan, quantités négligeables eu égard aux besoins du pays. Selon la porte-parole du gouvernement, les horaires exacts des coupures de courant ne peuvent être prédits et encore moins annoncés. Aussi a-t-elle exhorté la population à réduire de 10 % sa consommation électrique. Concernant l'eau, la consommation par habitant à Téhéran a déjà reculé de 25 litres en un an, mais l'objectif est de la réduire de 65 litres supplémentaires. Aucun rationnement n'est prévu pour le moment, mais une nouvelle carte des précipitations montre que les provinces de Téhéran, Qom, Semnan et Markazi font face à une sécheresse sans précédent avec un déficit pluviométrique de 30 % par rapport à la moyenne des 20 dernières années. Les réserves des barrages ont néanmoins augmenté de 33 % au cours des deux derniers mois (+41,5 Mds de m<sup>3</sup> depuis le mois de mars).

### 3. FAIBLE INTÉRÊT DES INVESTISSEURS POUR LES OBLIGATIONS DE L'ÉTAT

La Société de courtage de la Banque centrale a organisé, le 2 juin 2026, la première adjudication d'obligations d'État de l'exercice budgétaire en cours pour le compte du ministère de l'Économie et des Finances. Au total, 700 Mds de rials de titres, soit 412 M USD au taux du marché parallèle, ont été proposés avec un coupon annuel moyen de 40 %, versé semestriellement (+12 points de pourcentage en glissement annuel). Or, la demande est restée particulièrement faible sur le marché primaire, un seul établissement bancaire ayant acquis 5 Mds de rials de ces titres d'État. Sur le marché secondaire (l'Iran Fara Bourse), 453 Mds de rials de titres, soit environ 266 M USD, ont été achetés par des compagnies d'assurance, des fonds d'investissement et « d'autres investisseurs » - catégorie susceptible

## BRÈVES ÉCONOMIQUES

### PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

d'inclure la Banque centrale. Pour mémoire, l'an passé le gouvernement avait vendu 7070 Mds de rials de titres publics au cours de 39 adjudications, soit 94 % du plafond autorisé. 60 % avaient été placés sur le marché primaire et 40 % sur le marché secondaire. Cette faible attractivité s'explique principalement par un rendement réel négatif, dans un contexte où l'inflation officielle dépasse les 50 %.

#### 4. DIPLOMATIE ÉCONOMIQUE ET ACCORDS RÉGIONAUX

L'Iran cherche à diversifier ses partenariats commerciaux pour contourner les sanctions. Téhéran vient de conclure avec le Pakistan un accord qui ambitionne de faire passer le volume des échanges bilatéraux de 3 à 10 Mds USD par. Par ailleurs, l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange avec l'Union Économique Eurasiatique (UEE) ouvre aux exportateurs iraniens un marché de 180 millions de consommateurs. Ce traité élimine ou réduit considérablement les droits de douane, offrant une opportunité stratégique majeure aux exportations minières et métallurgiques iraniennes (acier, cuivre, aluminium) vers la Russie, le Kazakhstan et la Biélorussie, tout en développant le corridor logistique Nord-Sud.

## ISRAËL

#### 1. NOUVEAU RECORD DE CONSOMMATION DE GAZ NATUREL EN 2025

D'après le rapport du ministère de l'Énergie et des Infrastructures sur l'évolution du secteur du gaz naturel pour l'année 2025, la consommation sur le marché local a atteint un nouveau record de 14,4 Mds de m<sup>3</sup> (+4,1 % g.a.). Cette augmentation s'explique principalement par la poursuite de la transition de la production d'électricité au charbon (de 14 % en 2020 à 10 % en 2025) vers la production au gaz naturel (74 % en 2025). La part des exportations de gaz s'est établi à 12,2 Mds de m<sup>3</sup> (-7,5 % sur un an). Le rapport précise que le secteur a réussi à maintenir une continuité opérationnelle pour l'ensemble des consommateurs, y compris dans le contexte de la guerre des 12 jours avec l'Iran.

#### 2. APPRÉCIATION DU SHEKEL EN PAUSE, MAIS AVEC DES EFFETS ÉCONOMIQUES SIGNIFICATIFS

Après avoir atteint 2,799 ILS pour un USD fin mai (au plus haut depuis juillet 1993) et 3,257 ILS pour un EUR (record historique), le shekel s'est légèrement déprécié, sous l'effet d'incertitudes quant au maintien du cessez-le-feu avec l'Iran et suite à une intervention de la Banque centrale (achat de 800 M USD). Cette appréciation a cependant déjà engendré de multiples effets dans l'économie réelle : préoccupation des acteurs de la tech (dont les salaires sont désormais supérieurs à ceux de la Silicon Valley, et dont les levées de fonds en dollars ont perdu de 10 à 25 % de leur valeur une fois dépensés en shekels) ; mise à l'arrêt technique des bureaux de change, dont les réserves de billets en GBP sont totalement épuisées (et celles en USD et EUR proposées à des tarifs très désavantageux), l'achat en masse de devises par les acteurs locaux s'accompagnant de l'absence de réassort en billets du fait de la suspension des vols durant la guerre. La Banque centrale a fait part de sa disponibilité à intervenir plus fortement (y compris au travers de baisses du taux directeur accélérées) si l'appréciation du shekel devait reprendre. Les acteurs américains de la tech ont pour leur part sollicité auprès des autorités la possibilité de régler leurs dus fiscaux en dollars, afin de limiter leurs dépenses en shekels.

#### 3. RÉSULTATS DÉCEVANTS POUR LE PROJET DES DÉCLARATIONS VOLONTAIRES DES CRYPTOMONNAIES

En août dernier, l'administration fiscale israélienne a relancé la procédure de divulgation volontaire, qui accorde l'immunité pénale pour les ménages qui déclarent leurs avoirs dissimulés. L'État s'attendait à des recettes de 2 à 3 Mds ILS grâce à cette procédure, provenant principalement de l'imposition des bénéficiaires liés aux cryptomonnaies. Le montant effectivement récolté est cependant bien inférieur aux prévisions : 289 demandes de divulgation ont été soumises aux autorités fiscales, pour un capital déclaré s'élevant à 676,5 M ILS seulement. Selon les experts, la principale raison de ces résultats décevants tient au fait que, contrairement aux précédentes initiatives similaires, la procédure ne prévoit plus de dispositif permettant de soumettre des demandes anonymes afin d'évaluer les implications fiscales d'une éventuelle divulgation.

## BRÈVES ÉCONOMIQUES

### PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

#### 4. LES LICENCIEMENTS DE TRAVAILLEURS À BAS SALAIRE FONT GRIMPER LE SALAIRE MOYEN

Selon le Bureau central des statistiques, le salaire mensuel brut moyen des travailleurs israéliens en mars 2026 s'élevait à 15 921 ILS (+8,8 % g.a.). Cette hausse ne s'explique pas uniquement par une augmentation substantielle des salaires, mais plutôt par les licenciements de travailleurs à bas salaire dus aux restrictions imposées par le *Home Front Command* pendant la guerre avec l'Iran. En effet, le nombre d'emplois dans l'économie a reculé de 7,5 % par rapport à mars 2025. Dans le secteur de la tech, le salaire moyen a atteint en mars un record historique de 38 467 ILS (+4,3 % g.a.), soit 12 924 USD. Les salaires de mars doivent cependant être analysés avec précaution, ce mois incluant le versement des primes annuelles.

#### 5. INAUGURATION DE LA 1<sup>ÈRE</sup> ÉTAPE DE LA VOIE FERRÉE « EST »

La première étape de la nouvelle ligne ferroviaire « de l'Est » (le long du tracé de la route n° 6, reliant Beer Sheva à Yokneam via l'intérieur des terres), dont l'objectif est d'éliminer les goulots d'étranglement du réseau national israélien du chemin de fer à Tel Aviv, vient d'être inauguré. À partir de fin juin, cette nouvelle ligne sera opérationnelle entre Hadera et Rosh HaAyin, puis en 2027 elle arrivera jusqu'à Lod, au sud de l'aéroport de Tel Aviv. Le projet représente un investissement de 8,45 Mds ILS sous la gestion de deux sociétés israéliennes, Netivei Israël pour la partie nord et *Israel Railways* pour la partie sud. Il sera constitué d'une ligne à double voie de 64 km qui comprendra 47 nouveaux ponts. À l'issue du projet, environ 100 trains de voyageurs et des dizaines de trains de marchandises devraient circuler quotidiennement sur cette ligne.

## JORDANIE

#### 1. HAUSSE DE LA PRÉFÉRENCE TARIFAIRE DANS LES MARCHÉS PUBLICS POUR LES PRODUITS JORDANIENS

Le Conseil des ministres a décidé de porter de 15 à 20 % la préférence tarifaire accordée aux produits industriels jordaniens dans les marchés publics. Cela signifie que désormais, les produits industriels jordaniens seront privilégiés, même s'ils sont jusqu'à 20 % plus chers que les produits étrangers. Cette

mesure vise selon le compte-rendu du Conseil à soutenir l'industrie nationale, renforcer sa compétitivité et accroître sa contribution à la croissance économique. Elle s'applique à l'ensemble des ministères, institutions publiques, universités, municipalités et entreprises contrôlées par l'État, sous réserve que les produits locaux respectent les normes techniques en vigueur.

#### 2. HAUSSE DES DÉPENSES SALARIALES ET DE RETRAITE AU 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2026

Les dépenses publiques consacrées aux salaires, allocations, pensions et compensations ont augmenté de +6,8 % au premier trimestre 2026 en glissement annuel (g.a.), atteignant 1,6 Md JOD/2,3 Mds USD selon les données du ministère des Finances. Par ailleurs, le Premier ministre a annoncé une augmentation de salaire de 30 JOD/42 USD pour les fonctionnaires et retraités gagnant moins de 600 JOD/846 USD, sans toutefois préciser la date de mise en œuvre de cette mesure.

#### 3. ACCORD DE FINANCEMENT (400 M USD) AVEC LA BANQUE MONDIALE POUR LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SANTÉ

Le Conseil des ministres a approuvé un accord de financement de 400 M USD avec la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), du groupe Banque mondiale, pour le programme de réforme du secteur de la santé, qui s'étendra jusqu'en 2030. Ce programme vise à améliorer la qualité des services de santé, à renforcer la gouvernance dans les hôpitaux, à étendre les soins de santé primaires, à améliorer la détection précoce des maladies et à accélérer la transformation numérique dans le domaine de la santé.

## LIBAN

#### 1. L'UE ÉTEND SON SOUTIEN À L'ARMÉE LIBANAISE DE 100 M€

Le 4 juin 2026, le Conseil de l'Union européenne a approuvé une aide non létale de 100 M EUR en faveur des Forces armées libanaises, dans le cadre du quatrième volet de la Facilité européenne pour la paix (FEP). Cette enveloppe financera des équipements et des formations dans les domaines du



## BRÈVES ÉCONOMIQUES

### PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

contrôle territorial, de la surveillance, de la sécurité maritime, de la protection des infrastructures militaires et de la santé. Avec cette nouvelle tranche, le soutien total accordé au Liban *via* la FEP atteint 182 M EUR depuis le lancement de ce mécanisme au profit de l'armée libanaise en décembre 2022.

La FEP est un instrument extrabudgétaire de l'Union européenne, financé par des contributions directes des États membres et relevant de la Politique étrangère et de sécurité commune. Créée en 2021, la facilité dispose d'un plafond financier de plus de 17 Mds EUR pour la période 2021-2027, dont plus de 7 Mds EUR ont déjà été décaissés, principalement au profit de l'Ukraine (6 Mds EUR).

#### 2. L'ONU VEUT MOBILISER 332 M USD D'AIDES SUPPLÉMENTAIRES POUR LE LIBAN

Le 5 juin 2026, le Coordonnateur résident et humanitaire des Nations unies au Liban, Imran Riza, a lancé un nouvel appel aux bailleurs internationaux afin de mobiliser 332 M USD d'aide humanitaire supplémentaire en faveur du Liban. Depuis le lancement du premier appel à contributions le 13 mars 2026, les Nations unies ont récolté 60 % du montant attendu de 308 M USD. Grâce à cet abondement, l'organisation espère porter à 640 M USD son plan de réponse humanitaire au conflit. Dans son communiqué, Imran Riza souligne que cette opération permettra de venir en aide à 1,1 M de personnes parmi les 1,4 M affectées par la guerre au Liban, qui, selon l'ONU, a fait plus de 3 500 morts et 10 000 blessés depuis son déclenchement.

#### 3. PROROGATION DES CIRCULAIRES PLAFONNANT LES RETRAITS DES COMPTES EN DOLLARS BLOQUÉS DEPUIS 2019

La Banque du Liban a publié le 4 juin deux circulaires intermédiaires (n° 768 et n° 769) visant à prolonger d'un an, jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2027, l'application des circulaires plafonnant les retraits mensuels des comptes en dollars « locaux », soumis à des restrictions bancaires depuis octobre 2019.

Les plafonds restent toutefois inchangés : la circulaire n° 158 (juin 2021) permet un retrait mensuel de 1000 USD (dont 800 USD en espèces) et la circulaire n° 166 (février 2024) un retrait mensuel de 500 USD (dont 400 USD en espèces).

Selon les dernières données publiées par la Banque du Liban, près de 578 770 déposants ont pu

bénéficier de ces circulaires, pour des retraits d'environ 6,11 Mds USD entre juillet 2021 et mars 2026. Près de 266 166 déposants (46 % des déposants éligibles) ont pu recouvrer la totalité de leurs dépôts à travers ces retraits mensuels.

Si au lancement de ces circulaires, la Banque du Liban et les banques commerciales couvraient à parts égales le coût de ces retraits, ils sont désormais couverts à 88,2% (mars 2026) par la banque centrale.

#### 4. LEVÉE DE L'EMBARGO SUR L'EXPORTATION DES PRODUITS LIBANAIS EN ARABIE SAOUDITE

Le Premier ministre libanais Nawaf Salam salue la décision de l'Arabie saoudite de lever l'interdiction d'importation des produits libanais, en vigueur depuis 2021. Cette mesure a été annoncée le 10 juin 2026 après une décision du prince héritier saoudien Mohammed bin Salman, à la demande du président libanais Joseph Aoun et de son Premier Ministre.

Selon les déclarations officielles, Riyad a estimé que les « mesures positives » prises par les autorités libanaises pour renforcer les institutions de l'État et lutter contre la contrebande justifiaient la reprise des exportations libanaises vers le royaume.

La mesure était en vigueur depuis 2021 en raison de plusieurs affaires de contrebande de captagon dissimulé dans des cargaisons en provenance du Liban. Cela avait fortement pénalisé les exportateurs libanais, notamment dans les secteurs agricole et agroalimentaire.

La réouverture du marché saoudien est considérée comme un signal de réchauffement des relations entre le Liban et l'Arabie saoudite et pourrait encourager d'autres pays du Golfe à renforcer leurs échanges avec le Liban.

C'est surtout une avancée importante pour l'économie libanaise dont les exportations totales vers l'Arabie Saoudite représentaient environ 240 M USD par an avant l'embargo. Cela incluait 80 à 130 M USD de produits agricoles et alimentaires selon les années.

Selon le ministère libanais de l'Agriculture, avant la fermeture du marché saoudien, environ 60 000 tonnes de fruits, légumes et dérivés étaient exportées chaque année vers l'Arabie saoudite, représentant environ 32 M USD pour cette seule catégorie.

Plusieurs responsables agricoles estiment que l'impact réel de la levée de l'embargo pour leur

## BRÈVES ÉCONOMIQUES

### PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

secteur pourrait être supérieur à 200 M USD, car l'interdiction saoudienne a également perturbé l'accès à d'autres marchés du Golfe et le transit régional. En effet, avant l'embargo saoudien, les pays du Golfe dans leur ensemble absorbaient près de 45 % des exportations agricoles libanaises, pour une valeur d'environ 242 M USD.

## PALESTINE

### 1. EU4 COMMERCE : LANCEMENT D'UN PROGRAMME DE 8,5 M EUR POUR MODERNISER LES ÉCHANGES COMMERCIAUX

Le projet a été officiellement lancé le 11 juin 2026. Financé par l'Union européenne à hauteur de 8,5 M EUR, il vise à réduire les coûts et délais du commerce extérieur palestinien en modernisant les infrastructures logistiques et les procédures aux points de passage commerciaux. Le programme, mis en œuvre par l'UNOPS en partenariat avec le ministère palestinien de l'Économie nationale, prévoit notamment des études techniques et la création d'un centre logistique commercial à Jéricho. Selon les estimations présentées lors du lancement, le projet pourrait permettre une réduction de 30 % des délais de dédouanement et des coûts de transaction pour les entreprises palestiniennes.

### 2. MISE EN ŒUVRE DE LA FACILITÉ EUROPÉENNE DE 400 M EUR EN FAVEUR DU SECTEUR PRIVÉ

Le 8 juin, la Banque européenne d'investissement et la Commission européenne ont annoncé l'entrée en phase opérationnelle de la facilité de 400 M EUR décidée en 2025 pour soutenir l'économie palestinienne. Une première tranche de 395 M USD sera distribuée *via* cinq banques palestiniennes afin de financer les PME et TPE. Ce dispositif s'inscrit dans le programme européen de soutien à la résilience économique palestinienne pour la période 2025-2027 et vise à maintenir l'accès au crédit dans un contexte de forte contraction de l'activité économique.

### 3. PAIEMENTS NUMÉRIQUES : LA PMA LANCE UN NOUVEAU SERVICE DE PAIEMENTS PAR QR CODE

La *Palestine Monetary Authority* (PMA) a annoncé le lancement du **QR Quick Service**, un nouveau dispositif de paiement électronique permettant aux

particuliers et aux entreprises d'effectuer des transactions *via* un simple QR code. Accessible depuis les applications bancaires et les portefeuilles électroniques participants, ce service vise à simplifier les paiements de proximité, à réduire le recours aux espèces et à améliorer l'efficacité des transactions commerciales. Cette initiative s'inscrit dans la stratégie de transformation numérique du secteur financier palestinien et dans les efforts engagés par la PMA pour promouvoir l'inclusion financière et moderniser les infrastructures de paiement. Dans un contexte marqué par les contraintes de circulation des liquidités, le développement des moyens de paiement électroniques constitue également un levier pour renforcer la résilience du système financier palestinien et soutenir l'activité du secteur privé.

## SYRIE

### 1. EXPORTATIONS SUPÉRIEURES À 2 Mds USD EN 2025 SELON LES AUTORITÉS

Selon les déclarations de l'Autorité de soutien et de développement des exportations (EPSDA) en juin, les exportations syriennes pour l'année 2025 ont dépassé 2 Mds USD, soit une hausse de 57 % par rapport aux 1,27 M USD enregistrés en 2024. Les produits agricoles et alimentaires, notamment l'huile d'olive, les fruits et légumes, ainsi que les textiles et certains produits miniers, constituent l'essentiel des ventes à l'étranger. Les principaux débouchés se situent dans les pays de la région, notamment l'Irak, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, la Jordanie et le Liban. Si la Syrie a retrouvé une dynamique positive, notamment vers l'Arabie saoudite et plusieurs pays européens, ces chiffres officiels sont toutefois à prendre avec précaution : les données disponibles auprès de 66 pays font état d'exportations d'environ 1,15 Md USD. La différence pourrait notamment s'expliquer par l'absence de statistiques récentes de partenaires majeurs tels que l'Irak ou l'Iran.

Malgré cette amélioration, les exportations syriennes restent très inférieures aux niveaux d'avant-guerre, qui atteignaient près de 8 Mds USD en 2010. Les autorités cherchent désormais à renforcer la compétitivité des produits syriens, faciliter l'accès

## BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

aux marchés étrangers et soutenir l'industrie locale afin de réduire le déficit commercial du pays.

### 2. LANCEMENT DE PROJETS URBAINS À DAMAS POUR 1,2 MD USD

Le ministère syrien des Travaux publics et du Logement a lancé, en partenariat avec l'Établissement général du logement (GHE) et la société saoudienne Abyat, deux grands projets immobiliers dans la région de Damas. Le premier, appelé « Abyat Hills », sera construit à Qodsaya sur 380 000 m<sup>2</sup> et comprendra plus de 2 000 logements,

ainsi qu'un hôtel, des équipements commerciaux, éducatifs et de loisirs. Son coût est estimé à 200 M USD et sa réalisation devrait durer quatre ans. Le second projet, « Modern Urban Community », sera développé dans la zone d'Al-Bajaa (gouvernorat de Rif Damas) sur 6 millions de m<sup>2</sup>. Il prévoit environ 20 000 logements pour un investissement de 1 Md USD et une durée de réalisation de huit ans. Ces projets visent à renforcer l'offre de logements et à soutenir l'expansion urbaine autour de Damas.

## PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
POPULATION (MILLIONS) – 2025	FMI / WEO	118,3	46	86,7	10,2	11,5	5,8	5,6	25,6
PIB (Mds USD) – 2025	FMI / WEO	349	265	376	665	62	28	14*	21*
PIB / HAB. (USD) – 2025	FMI / WEO	3190	5830	4250	67000	5356	4470	2593*	869*
CROISSANCE PIB RÉEL (%) – 2025	FMI / WEO	4,4	0,5	0,3	3,1	2,7	-7,5	-26,6*	-1,5*
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) – 2025	FMI / WEO	-7,2	-6,3	-4,3	4,9	-5,3	0,4	-9,5*	-3,1*
DETTE PUBLIQUE (% PIB) – 2025	FMI / WEO	84	53,1	36,4	70	83,4	114	86*	n/a
RATING COFACE 2025	COFACE	C	E	E	A4	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	STATISTIQUES OFFICIELLES	11,9	-1,2	60	1,8	1,1	15,3	48,9	15,2
PMI MENSUEL	STATISTIQUES OFFICIELLES	49,8	n/a	39,4	50,2	n/a	50,6	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2025	DOUANES FRANÇAISES	1838	418	231	1885	1240	540	30	30
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2025	DOUANES FRANÇAISES	1214	1556	51	1410	60	93	4	4

\* = DONNÉES BANQUE MONDIALE 2024/2025

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS

**A1** TRÈS FAIBLE / **A2** PEU ÉLEVÉ / **A3** SATISFAISANT / **A4** CONVENABLE / **B** ASSEZ ÉLEVÉ / **C** ÉLEVÉ / **D** TRÈS ÉLEVÉ / **E** EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : [beyrouth@dgtresor.gouv.fr](mailto:beyrouth@dgtresor.gouv.fr)